

Qatar 2022 : Le Sénégal fait respecter son statut de champion d'Afrique

MALI 

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 30 NOVEMBRE 2022

1234

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Cadre des partis et regroupements politiques pour le retour à l'ordre cannibale

Conférence secrète sur l'état de la nation (Pastiche)



...corruption et l'enrichissement illicite : L'OCLEI et l'ASCE-LC scellent une convention



Lutte contre la Corruption : Le projet de stratégie en cours de validation



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

28 Nov.
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

168

Nouveaux cas confirmés

00

Nouveaux guéris

00

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

567 048 Vaccinations incomplètes

2 374 492 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

32 758

Guéris

31 939

Décès

742

dont 02 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.12



P.20



P.25



/ Une /

Cadre des partis et regroupements politiques pour le retour à l'ordre cannibale :
Conférence secrète sur l'état de la nation (Pastiche)

P.5

/ Brèves /

Mali – Burkina Faso : Le ministre de la défense Sadio Camara et son homologue du Faso donnent un nouveau contenu à la coopération militaire P.12
Construction de bâtiment à la grande mosquée de Bamako : Le ministère des affaires religieuses demande l'arrêt immédiat des travaux P.12
Atelier national de la mise en place de l'observatoire des risques professionnels du mali : L'identification des risques de santé et de sécurité au travail P.13
Cascade de préavis de grève et des grèves : La gouvernance perdue aux colonels ? P.13
Lutte contre la corruption : Le président de la transition a reçu l'auditeur général du Rwanda P.14
Sénégal-Mali : Comment Macky Sall renforce la surveillance de sa frontière P.14

/ Actualité /

Cérémonie d'ouverture de PRAPS-2 Mali et du PADEL-M : Améliorer la résilience des pasteurs et des agropasteurs P.16
Lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite : L'OCLEI et l'ASCE-LC scellent une convention P.17
Étude sur les droits des femmes et des filles dans 6 pays : L'ONG JDWS invite les femmes à y participer P.19
Inclusion des personnes en situation de handicap : L'association ATDEF lance le projet 6ème sens P.20

/ Politique /

Mali-CEDEAO : Goodluck en visite d'évaluation de la transition ! P.23
Bureau du Vérificateur Général : Le Président Assimi reçoit le rapport annuel 2021 P.24
Lutte contre la Corruption : Le projet de stratégie en cours de validation P.25

/ Culture & société /

Légitimités traditionnelles au Mali : Une intarissable ressource à mettre en valeur pour résoudre la crise multidimensionnelle P.27
1ère édition des journées du poisson au Mali : Promouvoir le poisson et la culture Bozo P.28

/ International /

Stratégie nucléaire américaine : Bientôt 1000 milliards de dollars pour relancer les programmes d'armement ? P.29
Centrafrique : Un avion venu de l'étranger a bombardé des militaires et leurs alliés russes, assure le gouvernement P.30

/ Sport /

Qatar 2022 : Le Sénégal fait respecter son statut de champion d'Afrique P.31

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO

Madouwa Prestige

Organic Herbal Teas



Tisane Madouwa

SCAN FOR INFO



Pour Femme / For Women

Tisane Damou

Lutte contre la sècheresse vaginale, infections urinaires donne une odeur fraiche / Revered by African Community for reducing urinary track infections, promoting natural vaginal moisture and neutralizing undesirable oders.

Ingredients: Nep nep & gongoli, gloue de gerofle, et plante secrète / nep nep & gongoli, cloves, miscellaneous herbs native to Mali, Africa.



20 tea bags / 100% natural

New York - USA : +1347 538 6505 / Mali - Africa : +223 95 36 37 22

Email : madouwa2019@gmail.com - Site : madouwaprestige.com



Cadre des partis et regroupements politiques pour le retour à l'ordre cannibale

Conférence secrète sur l'état de la nation (Pastiche)

DECLARATION LIMINAIRE Novembre 2022. Conscients de la gravité de la situation que nous avons créée par notre gestion kleptocratique de l'Etat pendant plusieurs années, nous avons choisi d'accompagner cette Transition pour mieux le piéger et planifier son échec tout en invoquant le dialogue et l'inclusion. Nous regrettons cependant que la conduite des autorités issues du deuxième Coup d'Etat perpétré le 24 mai 2021 nous ait démasqués et aggravé notre situation avec des allures dramatiques pour nous tant nous sommes confrontés à de nombreuses et sérieuses difficultés économiques, sociales et sécuritaires. C'est dans ce contexte peu reluisant, alors que le pays croulait sous des sanctions économiques et financières provoquées par nos amis, que le Gouvernement a publié

et fait valider un nouveau chronogramme selon lequel la Transition s'achèvera en mars 2024. Il n'est pas de besoin de s'appesantir sur notre situation qui s'empire de jour en jour, tant la dégradation touche tous les domaines.

Sur le plan sécuritaire : L'insécurité, tel un cancer, se répand au quotidien et a gagné nos lieux de rencontres secrètes ou nous complotions sans risque pour nous. L'impasse est totale, avec des attaques récurrentes de videomen à longueur de journée. Certains d'entre nous ont disparu, et leurs familles ne reçoivent aucune nouvelle d'eux. A cela se greffe notre absence de l'administration, nous les prébendiers d'Etat. Quelle injustice ! Cette situation traduit notre échec et notre incapacité manifeste à déstabiliser la Transition.

Sur le plan social : Le climat social se dé-

grade de plus en plus et est marqué par des grèves répétitives que nous suscitons ou encourageons dans les secteurs de l'éducation, de la santé, des magistrats, et du commerce etc..... Le secteur de la santé que nous avons légué avec ses difficultés d'accès aux soins par une large majorité de nos concitoyens et les Centres de santé peine à se relever tant sa situation était désespérée. L'on peut sans risque de se tromper dire que le forum social que nous n'avons jamais pu organiser n'apportera jamais la paix sociale de notre vivant.

Sur le plan économique et financier : Notre situation économique est délétère et devient de plus en plus dramatique et intenable pour nous. Ainsi, en raison du renchérissement incontrôlé des prix, nous éprouvons d'énormes difficultés à accéder aux denrées alimentaires



de première nécessité pour nos familles et militants. Même la production agricole a été impactée négativement, avec les engrais frelatés que nous avons vendus aux paysans. S'agissant de nos finances, la situation devient de plus en plus intenable comme le traduit notre train de vie revu à la baisse. Nos dettes personnelles augmentent. Plus de véhicules 4X4 flambants neufs ni de voyages en business class et encore moins de vacances dans des hôtels 4 étoiles. Il ne se comprend pas ni se justifie que dans cette situation très délicate et très critique que certaines personnes fassent la dolce Vita comme nous le faisons avant.

Sur le plan politique et institutionnel : Le consensus est aujourd'hui la chose la moins partagée à un moment où les maliens ont besoin de plus d'unité et de cohésion. La preuve : nous ne décidons plus de tout pour nous-mêmes et pour les autres. Le chronogramme électoral publié ainsi que les réformes politiques et institutionnelles ne font pas l'unanimité, car nous avons peur des futures échéances électorales. Il faut donc les discréditer. Par ailleurs, la nouvelle Constitution dont l'avant-projet divise déjà les maliens provoquera une modification de certaines dispositions de la Loi électorale qui nous avantageraient. En plus, nous n'accepterons jamais que la Transition réussisse là où nous avons échoué à faire réviser la Constitution et à plus forte raison d'en adopter une nouvelle.

Sur le plan de la Gouvernance et des li-

bertés : Sur ce point, nous avons eu un grand ouf de soulagement : la lutte contre la corruption et l'impunité semble s'être arrêtée. En effet, chaque jour qui passe, il est fait cas de nouveaux dossiers sans qu'une enquête ne soit ouverte. Alhamdulillah ! Comme par exemple les dossiers de l'attribution des logements sociaux par la Commission que nous avons constituée et laissée sur place, de l'attribution des marchés des engrais frelatés ... Le népotisme, que nous avons érigé en mode de gouvernance, a toujours cours comme en témoignent les nominations ainsi que les protestations et les contestations auxquelles il a

été donné d'assister à la suite des recrutements effectués. Les libertés démocratiques chèrement acquises sont bafouées à travers des arrestations arbitraires et extrajudiciaires de personnalités politiques et administratives que nous sommes, des intimidations, des violations graves de la Loi. Même la presse n'est pas épargnée comme en témoigne la fermeture injustifiée de Joliba TV News pour de fallacieux motifs.

Sur le plan diplomatique : Le Mali, pays enclavé, ne doit pas s'isoler en voulant être souverain. Même si notre diplomatie a rarement vécu un tel rayonnement sur la scène internationale.

Aussi, les partis et regroupements politiques membres du cadre pour le retour à l'ordre cannibale, proposent :

- un nouveau Dialogue National Inclusif de haut niveau avec la classe politique pour la restauration et la restitution de nos privilèges.
 - la nomination d'un Premier ministre issu de nos rangs qui sera présenté comme consensuel, compétent, intègre et ayant une connaissance avérée des dynamiques politiques, économiques et sécuritaires du pays, et ce conformément à la Charte de la Transition.
 - l'audit de tous les marchés passés depuis les 30 dernières années ;
- ONT SIGNÉ : Les Présidents des Partis et Regroupements Politiques pour le retour de l'Ordre Cannibale

■ Moctar Sow



■ Maître Mamadou Ismaïla Konaté



Bravo aux Lions du Sénégal et mille mercis au Sénégal et aux Sénégalais de nous faire rêver dans ce mondial dans lequel les places se disputent et se gagnent à l'effort, la conviction et l'engagement...et toutes ces qualités sont sénégalaises #ViveLesLionsDeLaTerranga #GnouDem



■ Financial Afrik



Après avoir renoué avec la croissance au premier trimestre 2022 avec un bénéfice net de 257 millions de rands (16 millions USD), la banque sud-africaine African Bank reste dans cette dynamique. Selon les résultats financiers pour le trimestre clos le 30 septembre 2022, publié mardi 29 novembre, l'indicateur a bondi de 38% à 736 millions de rands (43 millions USD).



■ SenCaféActu



Top Actu Sports du 29 Novembre 2022
Coupe Du Monde Qatar 2022

- Les Lions « colombisent » l'Equateur et arrachent

les 8es de finale

- Sénégal : Kalidou Koulibaly élu homme du match !
- L'hommage des Lions à Pape Bouba Diop



■ Ammy Baba Cisse

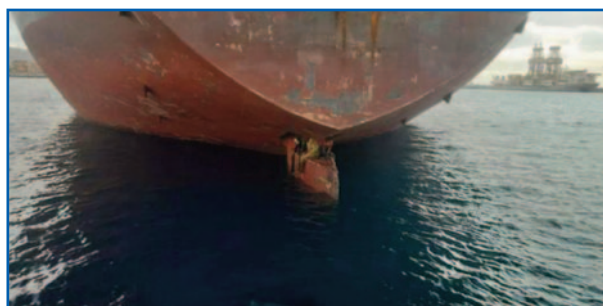


« Se faire entourer et conseiller par des anciens responsables n'est pas bon » Aboubacar Sidick Fomba

■ Courrier international



Trois migrants partis du Nigeria ont été découverts à cet endroit extrêmement précaire à l'arrivée du bateau aux Canaries, après 11 jours de voyage, raconte la presse espagnole. Ils seraient renvoyés vers le port d'origine.



■ Mokobe



Vive LE SÉNÉGAL : Bravo les lions de la terranga, bravo le Sénégal , c'est une équipe qui a résister, qui a jouer collectif avec le cœur, on a vu des guerriers sur le terrain, le Sénégal est donc le premier pays du continent africain à être qualifié pour les 8eme de Final. Les pays africains mettent vraiment un spectacle au Qatar, cela pourrait être la coupe du monde où nous verrons une équipe africaine progresser vers les demi-finales in sha Allah Jusqu'à présent, le Sénégal, le Ghana et le Maroc le Cameroun ont mis en valeur le Football Africain merci FAUT SCIENCER



■ TV5MONDE Afrique



Ancien membre fondateur du groupe Zaïko Langa Langa, Pépé Felly a grâce à ses solos endiablés largement façonné le son de ce groupe phare de la jeunesse kinoise des années 1970-1980. Retour sur la carrière de l'un des plus grands guitaristes du continent africain.



■ Moussa Mara Yelema



Bravo aux autorités de la transition qui sont en train d'accompagner des projets de cimenterie et de filatures de coton qui contribueront d'ici quelques années à l'industrialisation du Mali. Félicitations aux investisseurs nationaux qui accompagnent ces projets dont les impacts seront positifs en termes d'emplois, notamment des jeunes, mais

aussi d'augmentation des ressources publiques. La souveraineté économique qui est indispensable à la souveraineté politique sera concrétisée par l'industrialisation.
Moussa MARA..

■ CNOSM - Comité National Olympique et Sportif du Mali



Handisport

Memorial Kady Feue SANOGHO Kady BAGAYOKO

Le samedi 26 novembre 2022, la Fédération Malienne de Handisport a organisé sur le terrain de football de Bamako Coura, le mémorial de Feue Mme SANOGHO Kady BAGAYOKO, 1ère présidente de la Fédération handisport et Fondatrice de l'AMALDEME, pour le service rendu dans le mouvement des personnes handicapées.

Trois disciplines étaient au programme : le Basketball, l'Athlétisme et le Football.

Ce sont les athlètes déficients intellectuels Hommes et Femmes qui ont démarré les activités avec le basketball unifié et l'athlétisme le matin.

Dans l'après-midi le match de football entre les athlètes déficients intellectuels et leurs encadreurs a tenu toutes ses promesses.

Cette activité s'inscrit dans le programme de la Fédération Malienne de Handisport visant à promouvoir la pratique régulière d'activités sportives chez les personnes en situation de handicap, pour développer leur autonomie afin de mieux appréhender les actes de la vie quotidienne.



■ Aminata traore officiel



Info : Ce samedi 26 Novembre 2022, le guide et sa délégation sont en déplacement à Kankaba pour assister à la finale de la 5^{ème} édition de la coupe CDR-Kankaba prévue, cet après midi à 16h00 au stade municipal.

Cette belle initiative est l'œuvre du camarade, Dr Karim Traoré, membre du bureau CDR National.



■ Consulat du Bénin au Mali



CADEAU SOUVENIR

La présentation de son successeur fut également l'occasion pour le Chef d'escadron Akandall de SOUZA, Commandant de la 9e Compagnie d'infanterie mécanisée béninoise de la MINUSMA (BENMECHCOY) de remettre à Madame la Consule un cadeau souvenir.

La Consule a beaucoup apprécié cette marque d'attention et les a chaleureusement remerciés.

Elle conservera précieusement ce souvenir avec les autres cadeaux offerts par leurs prédécesseurs.



■ Serge Daniel



#Burkina-CI / Contrairement à une information qui circule (encore) ce 29/11/2022/, l'ex-Président Blaise Compaoré du Burkina Faso n'est pas décédé. Par ailleurs, il n'a jamais été question qu'il se rende à Doha pour des soins, mais plutôt à Abuja Dhabi pour un contrôle médical

■ Macky Sall



IMMENSE ! Quel match! Quels joueurs! Vous avez rendu hommage, en ce jour mémorable, à l'illustre Pape Bouba Diop. Allez toucher maintenant les étoiles ! #Mankowuttindamli #Fifa2022



■ Michael Tshibangu



Le M23 ne s'est pas retiré. Les chefs d'Etat des pays membres de l'EAC vont-ils ordonner une action militaire contre le M23 comme indiqué dans le communiqué de Luanda ?

■ Jeune Afrique



La #finance africaine en quête d'un nouvel équilibre. L'édition de #AFIS2022 réunit plus de 600 dirigeants à #Lome #Togo dans un contexte de bouleversements sectoriels majeurs. Objectif : élaborer des solutions et s'armer face aux crises. @africaceoforum



■ Larmes des pauvres



#Mali -- Sikasso Ce mardi 29/11/2022 deux (2) morts et quatre (4) blessés c'est le bilan de l'attaque à l'#EEI qui a visé un véhicule des #FaMa dans le cercle de #Yorosso.

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT

L'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS), sur financement de son budget de l'exercice 2023, lance un appel d'offres ouvert relatif à **l'entretien et nettoyage des locaux de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) en trois (03) distincts.**

Les sociétés ou entreprises intéressées par le présent avis, peuvent retirer le dossier d'appel d'offres à la Direction Financière et Comptable de l'INPS tous les jours ouvrables de 08 heures à 15 heures contre paiement de la somme non remboursable de **deux cent mille (200.000) F CFA.**

La séance d'ouverture des plis aura lieu le **Judi 29 Décembre 2022 à 13 heures** dans la salle du Conseil d'administration de l'INPS, Direction Générale sise Square Patrice Lumumba en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants.

Les offres doivent être déposées au Secrétariat Particulier du Directeur Général au plus tard le **Judi 29 Décembre 2022 à 12 heures** et accompagnées d'une caution de soumission d'un montant égal au moins à **quatre millions francs CFA (4 000 000 F CFA)** pour le lot1 et **trois millions francs CFA (3 000 000 F CFA)** pour les lots 2 et 3.

OUSMANE KARIM COULIBALY

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT

L'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS), sur financement de son budget de l'exercice 2023, lance un appel d'offres ouvert relatif au **gardienage et surveillance des locaux de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) en trois (03) distincts**.

Les sociétés ou entreprises intéressées par le présent avis, peuvent retirer le dossier d'appel d'offres à la Direction Financière et Comptable de l'INPS tous les jours ouvrables de 08 heures à 15 heures contre paiement de la somme non remboursable de **deux cent mille (200.000) F CFA**.

La séance d'ouverture des plis aura lieu le **Jeudi 29 Décembre 2022 à 14 heures** dans la salle du Conseil d'administration de l'INPS, Direction Générale sise Square Patrice Lumumba en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants.

Les offres doivent être déposées au Secrétariat Particulier du Directeur Général au plus tard le **Jeudi 29 Décembre 2022 à 12 heures** et accompagnées d'une caution de soumission d'un montant égal au moins à **quatre millions francs CFA (4 000 000 F CFA)** pour le lot1 et **trois millions francs CFA (3 000 000 F CFA)** pour les lots 2 et 3.

OUSMANE KARIM COULIBALY

Mali – Burkina Faso : Le ministre de la défense Sadio Camara et son homologue du Faso donnent un nouveau contenu à la coopération militaire



Le ministre de la Défense et des anciens Combattants du Mali, le Colonel Sadio CAMARA, accompagné d'une importante délégation, a effectué ce 11 novembre 2022, une visite de travail et d'amitié au Burkina Faso.

Auelques jours après la visite du capitaine Ibrahim Traoré à Bamako, le président malien Assimi Goïta donne une forme aux relations militaires bilatérales entre le Mali et le Burkina Faso en envoyant une forte délégation conduite le ministre de la Défense.

Au cours de la visite, le colonel Sadio Camara a échangé avec son homologue burkinabè, sur la situation sécuritaire dans les deux pays, en particulier le long de la frontière commune et passé en revue des sujets d'intérêt commun.

Le ministre de la Défense du Burkina, le Colonel-major Kassoum COULIBALY, a salué l'excellence des rapports entre les deux pays dans leur volonté commune de lutter contre le terrorisme. Il n'a pas manqué d'insister sur la nécessité de poursuivre la coopération déjà excellente et de trouver des voies et moyens pour encore la renforcer.

Le ministre de la Défense et des anciens Combattants malien a quant à lui rappelé que la coopération entre les deux pays, doit avoir pour objectif la victoire pour la sécurité, la stabilité, la prospérité et le développement des Etats. En début d'après-midi, la délégation malienne a été reçue en audience par le Président de la Transition, Chef de l'Etat, le Capitaine Ibrahim TRAORE, accompagné de son premier ministre Me Apollinaire Kyelem de TAMBELA.

Hachi Cissé avec le faso.net

Source : Le Matin

Construction de bâtiment à la grande mosquée de Bamako : Le ministère des affaires religieuses demande l'arrêt immédiat des travaux



Dans une lettre datant du vendredi 25 novembre 2022 et adressée au régisseur de la Grande Mosquée de Bamako, le ministère des Affaires religieuses, du Culte et des Coutumes demande l'arrêt immédiat des travaux de construction en cours dans le domaine de la mosquée. Ici l'intégralité de la lettre signée du secrétaire général du ministère, M. Toumani Sangaré.

Objet : Arrêt des travaux

Monsieur, Il nous est revenu que des travaux de construction de bâtiment sont en cours en ce moment à la grande mosquée. Nous avons eu aussi la précision que lesdits travaux sont financés par Monsieur Harouna SAWADOGO à qui vous avez prêté la bonne intention d'avoir « ...accepté de construire gracieusement... ». Nous sommes, cependant, surpris que lesdits travaux soient au niveau d'étage alors qu'il vous a été demandé de surseoir à la pose de la première pierre jusqu'à la déclaration, par le généreux donateur, sur l'origine des fonds que vous-même avez estimé à plus de deux cent vingt millions.

En enfreignant cette injonction, vous avez choisi d'ignorer la discipline administrative et braver les textes de la liberté religieuse et de la centif. Cette méprise sur la rigueur de la discipline administrative et les exigences de la déclaration de biens, le tout conjugué au mécontentement général autour de l'entreprise en cours, nous amène à demander l'arrêt immédiat des travaux de construction au niveau de la grande mosquée. Espérant vous avoir fait comprendre les conséquences porteuses de récrimination, recevez l'expression de ma sincère collaboration.

P/LE MINISTRE P. O

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Toumani SANGARE

Chevalier de l'Ordre National

www.malikile.com

Atelier national de la mise en place de l'observatoire des risques professionnels du mali : L'identification des risques de santé et de sécurité au travail



L'atelier national de la mise en place de l'observatoire des risques professionnels du Mali s'est tenu hier. C'était en présence de Mme le ministre de la santé et du Développement Social, Diéminatou Sangaré accompagnée de sa collègue du Travail, de la Fonction Publique et du Dialogue Social, Diawara Awa Paul Diallo.

Pour le directeur général de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INSP) Ousmane Karim Coulibaly, l'observatoire national des Risques Professionnels a pour but d'identifier l'ensemble des risques y compris les risques nouveaux et émergents concernant la sécurité et la santé au travail afin d'améliorer la rapidité et l'efficacité des mesures préventives. " C'est une sentinelle, une veille sanitaire et des missions spécifiques comme : Le recueil et la collecte des données relatives aux facteurs de risques professionnels et notamment celles relatives aux accidents de travail et des maladies professionnelles ; le traitement, l'analyse, la préconisation des mesures préventives et la diffusion des données ; l'observatoire fonctionnera en réseau de partenariat du niveau national jusqu'au sein de l'entreprise" a-t-il affirmé. Le directeur de l'INPS assure que l'opérationnalisation de l'observatoire tend vers une bonne gouvernance et plus de transparence dans le management des risques professionnels tant au niveau de l'entreprise qu'au niveau des organismes assureurs. " L'implication de tous les acteurs (administration, patronat, travailleurs et les spécialistes en santé sécurité au travail) permettra, sans aucun doute de détecter les différents problèmes de dans nos entreprises et d'y apporter les corrections appropriées", a-t-il ajouté.

Selon le président de commission, Dr Zepré Coulibaly, la mise en place de l'observatoire survient dans un contexte particulier de la covid-19 et constate : L'application timide de la réglementation en matière de SST dans les entreprises, des comités d'hygiène et de sécurité inexistantes ou non fonctionnelles ; les services de santé au travail en entreprise ne sont pas souvent gérés par des professionnels de SST.

Diak / Source : L'Informateur

Cascade de préavis de grève et des grèves : La gouvernance perdue aux colonels ?



Actuellement au Mali, la situation de détériore du jour en jour. Rien ne va plus. Les cascades de préavis de grève et des grèves se tombent comme des gouttelettes de pluie. Le contrôle de la gouvernance est-il perdu aux colonels ?

Cette fin d'année, les choses se compliquent au Mali. Les préavis de grève et de grève se poursuivent comme une vache et son maigre veau. Quasiment toute la semaine dernière, les étudiants du Mali n'ont pas étudié à cause de la grève de l'Association des Élèves et Etudiants du Mali (AEEM). Cette semaine est pire que celle précédente. Dès le lundi passé, l'AEEM a fait sortir toutes les écoles maliennes pour une grève d'une semaine qui sera renouvelée en cas de la non satisfaction des doléances qui sur les tables du ministère de l'Éducation Nationale et celui de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique. Pourtant il y a un adage qui dit : « L'éducation est la base de tout développement ». Pour le moment l'école malienne est bidonnée malgré la bonne tenue des examens passés.

Les colonels particulièrement le président de la transition le colonel Assimi Goïta perdent-ils la gestion de la République ? En tout cas, ces derniers temps sont durs au Mali. Le "béné-oui-oui" commencent à se retirer un par un. Le pays se sent très mal ces derniers temps. L'heure est grave. Les préavis de grève et des grèves qui s'ajoutent à la vie chère compliquent davantage. Les colonels au pouvoir n'arrivent plus à résoudre les problèmes du Mali. Il est grand temps qu'ils sortent pour dire la vérité aux Maliens sinon le nouveau Mali (Mali Kura) risque d'être un rêve brisé. Sur cette lancée, les maliens abandonneront le projet de Mali Kura à cause de la boulimie.

La vie chère a provoqué toutes ces frustrations. Le ventre creux ne peut rien supporter. Les autorités de la transition doivent tout faire pour trouver une solution à cette flambée des produits de première nécessité. Cela sera un moyen pour remettre sur les rails. Actuellement, les Maliens crient partout qu'en signalant que le contrôle est perdu aux colonels qui sont au pouvoir.

Le gouvernement de la transition à travers le ministère du Travail, de la Fonction Publique et du Dialogue Social doit tout faire pour trouver une solution à cette cascade de préavis de grève et de grève qui se multiplie du jour en jour.

Diakaridia Sanogo / Source : L'Informateur

Lutte contre la corruption : Le président de la transition a reçu l'auditeur général du Rwanda



En marge de la cérémonie de remise du Rapport annuel 2022 du Bureau du Vérificateur Général, ce mardi 29 novembre 2022, le Président de la Transition, SE le Colonel Assimi GOÏTA, Chef de l'État, a accordé une audience à l'Auditeur Général du Rwanda, M. Alexis KAMUHIRE. Il est au Mali dans le cadre de la remise du Rapport annuel 2021 du Vérificateur Général au Chef de l'État.

Le Président nous a reçus et nous avons discuté sur différents sujets, notamment la coopération entre nos deux pays, dans le cadre de la gestion des biens publics », a confié M. Alexis KAMUHIRE, à sa sortie d'audience. L'Auditeur rwandais estime que dans la gestion des finances publiques, il y a beaucoup de similitudes entre les deux pays. « Le travail d'audit est basé sur des normes internationales », a-t-il indiqué.

Cette visite de M. Alexis KAMUHIRE au Mali se situe dans le cadre d'un partage d'expériences entre le Rwanda et le Mali pour une meilleure gestion des finances publiques.

Plusieurs analystes convergent sur l'expérience éprouvée du Rwanda en matière de pratiques de gestion des finances publiques.

Dans son discours lors de la cérémonie de remise du Rapport 2021 du

Sénégal-Mali : Comment Macky Sall renforce la surveillance de sa frontière



Conscient de la menace qui plane sur sa frontière malienne, le chef de l'état organise ses forces afin de parer à toute incursion terroriste. Deux zones sont particulièrement scrutées par les autorités. à sa voisine malienne de Kayes, principal axe commercial entre les deux pays. La seconde est située plus au sud, dans la zone aurifère de Kédougou, mais aussi de groupes de bandits et de trafiquants.

À l'Est, la surveillance des frontières est effectuée par des patrouilles de la gendarmerie, dirigées au niveau national par le général Moussa Fall. Issu de l'armée de terre, il a remplacé le général Jean-Baptiste Tine au poste de haut commandant. ce dernier a été nommé depuis ambassadeur en Russie par Macky Sall.

Source : JA

Bureau du Vérificateur Général, le Président GOÏTA a souligné que la présence de l'Auditeur Général du Rwanda au Mali « témoigne sans nul doute d'une volonté affirmée de partenariat fécond entre nos deux pays qui partagent quasiment les mêmes défis ».

Source : Présidence de la République du Mali



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

BON A SAVOIR

■ C'EST QUOI L'ENRICHISSEMENT ILLICITE ?

L'enrichissement illicite est :

- l'augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public sans rapport avec ses revenus légitimes, ou
- le train de vie que mène cet agent sans rapport avec ses revenus légitimes.

■ C'EST QUOI LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est la liste détaillée des revenus et des biens qui appartiennent à un agent public, transmise par cet agent aux autorités compétentes pour analyse et exploitation conformément à la loi.

■ QUI DOIT FAIRE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens concerne les personnalités suivantes : présidents d'institution, ministres et assimilés, présidents et membres des autorités administratives indépendantes, députés ou maires, autres ordonnateurs ou comptables publics, directeurs généraux, présidents d'établissement public, directeurs généraux, nationaux ou régionaux des services de l'Etat, magistrats, chefs d'état-major des armées, responsables de la passation de marchés publics, responsables des services financiers, d'assiette ou de recouvrement.

Les personnalités concernées sont environ 8 000.

■ OÙ FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est faite auprès du président de la Cour suprême. En retour, cette autorité délivre un récépissé à l'auteur de la déclaration de biens.

■ QUELS SONT LES REVENUS ET BIENS À DÉCLARER ?

- les revenus : salaires, indemnités, primes, autres accessoires de salaires, héritages, libéralités légalement reçues ;
- les biens meubles : véhicules, meubles et bijoux de valeur, objets d'art, comptes bancaires, argent en espèces, actions, parts sociales,
- les biens immeubles : maisons d'habitation, immeubles commerciaux ou professionnels, champs, vergers, animaux, terrains nus.

Tous les revenus et biens doivent être déclarés, qu'ils soient situés au Mali ou à l'extérieur.

■ QUELLES SONT LES PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

Les revenus et les biens déclarés doivent être soutenus par des pièces justificatives comme les titres fonciers, les lettres d'attribution, les concessions rurales, les concessions urbaines, les relevés de comptes bancaires, etc.

■ QUAND FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens doit être faite par l'agent public concerné :

- au début de la fonction ou du mandat qui crée l'obligation de déclaration de biens ;
- chaque année, au plus tard le 31 décembre ;
- à la fin de la fonction ou du mandat.

Le formulaire de déclaration de biens est téléchargeable en cliquant

www.oclei.ml

<https://www.facebook.com/Office-Central-de-Lutte-Contre-l-Enrichissement-Illicite>

Cérémonie d'ouverture de PRAPS-2 Mali et du PADEL-M : Améliorer la résilience des pasteurs et des agropasteurs

La cérémonie d'ouverture de la 2ème session ordinaire du Projet d'Appui Régional au Pastoralisme au Sahel Phase 2 (PRAPS-2) – Mali et la 5ème session du Comité d'Orientation et de Pilotage du Projet d'Appui au Développement de l'Élevage au Mali (PADEL-M), ont été présidées par le Ministre délégué auprès du Ministre du Développement Rural, chargé de l'Élevage et de la Pêche, Youba Ba, dans la salle de conférence du PADEL-M.



Au menu de la session étaient l'état de la mise en œuvre des recommandations de la 4ème session ordinaire du projet d'appui au développement de l'élevage au Mali PADEL-M, les rapports d'activités et financiers de 2022 et le programme d'exécution technique et financier 2023. Le programme régional d'appui au pastoralisme au Sahel (PRAPS) est une approche régionale, intégrée et inclusive, pour l'amélioration de la croissance économique, sociale et durable des pasteurs et agropasteurs. Son objectif de développement est : d'améliorer la résilience des pasteurs et des agropasteurs dans certaines zones cibles de la région du Sahel.

Dans son intervention, le coordinateur National du programme régional d'appui au pastoralisme au Sahel-phase 2 (PRAPS-2), Moussa Coulibaly, a annoncé que la session du budget annuel 2023 du PADEL-M est équilibré à 12 milliards FCFA et celui du PRAPS à 10 milliards.

« **Déjà, nous avons des activités qui ont été lancées, qui nous permettent dès le début de 2023 de démarrer avec des décaissements conséquents** », a-t-il indiqué. Et de poursuivre que les deux projets PRAPS -

2 Mali et PADEL –M sont mutualisés au sein d'une unité de coordination qui relève directement du ministère du développement rural. Il s'agit de présenter le bilan des deux projets, de soumettre aux membres de ce comité et soumettre le projet 2023 à l'approbation des membres de ce comité. « **En moins de 02 mois d'exécution, nous sommes en termes d'exécution physique du PADEL-M à plus de 60% et en termes d'exécution financière à 57 %. En termes de PRAPS-2, le financement ayant seulement été acquis en août, c'est comme si c'était en août que nous avons démarré les activités. Nous avons lancé des activités sur le terrain, les renforcements de capacité, en formation, les études. Sur l'état physique, nous sommes à peu près à 50% d'exécution physique du PRAPS. Mais seulement, nous sommes à environ 16% du taux d'exécution financière** », a-t-il précisé.

Pour le Ministre du Développement Rural, chargé de l'Élevage et de la Pêche, Youba Ba, les systèmes alimentaires sont au cœur de nos préoccupations, car impactant directement le bien-être et les conditions de vie de nos so-

ciétés. Puis d'expliquer, qu'au Sahel 80% de la population vivent des revenus tirés de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. Il a mis un accent particulier sur les efforts déployés par le gouvernement, pour une augmentation substantielle de la production agropastorale et aquacole à travers la signature et la mise en œuvre de nombreux accords de financement en faveur des sous-secteurs de l'élevage et de la pêche, et de reconnaître aussi, que la conjoncture internationale et nationale marquée par de crises sanitaires, sécuritaires et climatiques, rend de plus en plus ardue la tâche pour l'amélioration de la production et de la productivité des systèmes d'exploitation. Le Ministre délégué auprès du ministre du Développement Rural chargé de l'Élevage et de la Pêche, Youba Ba, a remercié la banque Mondiale pour son appui inlassable en faveur du gouvernement de la transition, avant de rassurer l'équipe de l'unité de gestion du projet, de leur disponibilité et engagement à appuyer les acteurs pour la réussite des deux projets.

■ Ibrahim Sanogo

Lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite : L'OCLEI et l'ASCE-LC scellent une convention

Outre la coopération bilatérale sur le plan sécuritaire, le Mali et le Burkina Faso entendent mutualiser leurs efforts, dans le cadre de la lutte contre la corruption et la délinquance financière. Une convention a été signée hier, mardi 29 novembre 2022, entre l'Office centrale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite (Oclei) du Mali et l'Autorité Supérieure du Contrôle d'État et de Lutte contre la Corruption (ASCE-LC) du Faso. C'était au siège de l'Oclei sous l'égide des présidents des deux institutions, Dr Moumouni Guindo et le contrôleur général d'État Nion Phillipe Neri Kouthon.

Parce que le phénomène de la corruption est transnational, il convient d'internationaliser la lutte contre ce fléau. C'est ce qu'ont compris les autorités maliennes et burkinabè qui ont décidé de cheminer ensemble dans la lutte contre l'enrichissement illicite, un mal qui ronge les deux pays.

En effet, l'Office centrale de lutte contre la corruption et l'enrichissement du Mali a reçu, en ce début de semaine, une forte délégation de l'Autorité Supérieure du Contrôle d'État et de Lutte contre la Corruption (ASCE-LC) du Faso conduite par son président, le contrôleur général d'État Nion Phillipe Neri Kouthon. L'ob-

jectif de la visite : sceller un partenariat et agir comme un seul homme contre la corruption et l'enrichissement illicite.

Ce que la convention dit

Le Burkina Faso, selon le président de l'Autorité Supérieure du Contrôle d'État et de Lutte contre la Corruption (ASCE-LC), veut à aller à l'école de l'Oclei. « **Nous sommes venus apprendre, nous sommes venus partager** », a déclaré le contrôleur général d'État.

A en croire les propos de l'hôte de Moumouni Guindo, cette convention entre l'OCLEI et l'ASCE-LC va permettre aux deux pays de renforcer, de mutualiser les moyens de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite. Elle permettra « **d'aller outre les frontières pour identifier les avoirs compromis, les saisir, les recouvrer et les retourner aux populations qui ont été privées momentanément de ces ressources** ». Il n'y a donc plus de frontière entre le Mali et le Burkina en ce qui concerne la lutte contre la corruption et la délinquance financière. « **Cette convention permettra à l'Autorité Supérieure du**





Contrôle d'État et de Lutte contre la Corruption de passer la main à l'OCLEI pour mener des investigations mettant en cause les Burkinabè au Mali. En retour, la convention permettra à l'Oclei de passer la main à l'ASCE-LC pour mener des investigations mettant en cause des Maliens sur le territoire burkinabé. Nous sommes sur la bonne voie. Je souhaite que cette convention qui contient des exigences soit respectée », a expliqué le contrôleur général d'État Nion Phillipe Neri Kouthon.

Pour sa part, le président de l'Oclei, Moumouni Guindo, a salué cette convention qui entre

dans le cadre de l'internationalisation de la lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite. Pour lui, « **les moyens, les outils, les stratégies, les approches doivent également être internationaux, transfrontières et transfrontaliers** » face au caractère transnational de la corruption. Il ajoute que la convention permettra aux deux institutions de faire des échanges de formation, de pratiques, de réalisation d'actions communes, de sensibilisation, d'études et d'enquêtes.

Dr Guindo a, par la suite, rappelé les différentes conventions du genre signées par son institution. Il s'agit, entre autres : des conven-

tions avec la commission anti-corruption de l'Ile Maurice ; l'agence française anti-corruption ; l'instance nationale pour la prévention et la lutte contre la corruption du Royaume du Maroc ; l'Agence nationale de Lutte contre la Corruption et la Promotion de la Bonne gouvernance de Guinée ; l'Office nationale de lutte contre la corruption et des fraudes du Sénégal. Il faut rappeler qu'au cours de la cérémonie, les deux structures ont été largement présentées.

Anguimé Ansama

Étude sur les droits des femmes et des filles dans 6 pays : L'ONG JDWS invite les femmes à y participer

L'ONG internationale, Justice et dignité pour les femmes du Sahel (JDWS), vient de lancer une étude sur la situation des droits des femmes et des filles dans 6 pays du sahel, à savoir : le Mali, le Niger, le Burkina-Faso, le Tchad, la Mauritanie, et le Sénégal. Cette étude s'inscrit dans le cadre de la campagne internationale « 16 jours d'activisme contre les Violations Faites aux Femmes (VFF) », qui se tient du 25 novembre au 10 décembre.

A travers cette étude, l'ONG internationale Justice et dignité pour les femmes du Sahel (JDWS) entend contribuer à la lutte contre les Violences Basées sur le Genre en particulier et le droit des femmes en général.

L'ONG internationale Justice et dignité pour les femmes du Sahel (JDWS), est une organisation non gouvernementale, internationale, mise en place dans le but de contribuer à la lutte contre les Violences Basées sur le Genre. Sa vision est de : « faire du Sahel, un espace sans violences faites aux femmes

et aux filles ». Son objectif est de construire un réseau de communautés où la solidarité, le partage et l'échange permettent de promouvoir des valeurs humaines positives qui prennent en compte la différence des deux sexes et participent à l'instauration d'une société non violente.

Ainsi, JDWS veut contribuer à briser le silence et lever les tabous pour mieux informer sur les violences basées sur le genre ; afin d'offrir un canal de dénonciation et de recherche de services VBG aux femmes et filles du Sahel.

La campagne annuelle internationale « 16

Jours d'activisme contre la violence basée sur le genre à l'égard des femmes et des filles » démarre le 25 novembre, à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, et prend fin le 10 décembre, qui marque la Journée des droits humains.

C'est dans ce cadre que l'ONG internationale Justice et dignité pour les femmes du Sahel a initié un projet de sondage, dont les résultats mettront en lumière les conditions de la femme et de la jeune fille dans leur vie personnelle sociale et professionnelle.

Ce sondage invite les femmes à y participer de manière volontaire dans les pays concernés ; en soulignant et en partageant leurs propres expériences, pensées et connaissances sur les VBG.

Prenant la parole, la présidente fondatrice de JDWS, Mme Aida Oualate HAMAHADY a précisé que les réponses issues de cette étude permettront de nourrir la réflexion sur les dispositifs et les services qui leurs seront réservés. De plus, elle a souligné que la participation reste totalement anonyme pour celles qui le souhaitent et que les réponses seront traitées de façon strictement confidentielle.

■ Maffenin Diarra





Inclusion des personnes en situation de handicap : L'association ATDEF lance le projet 6ème sens

L'association Tiessiri pour le droit des Femmes et des Enfants a lancé officiellement les activités de son projet dénommé, "6ème sens, inclusion des personnes en situation de handicap dans le district de Bamako". Ce projet, en effet, vise à favoriser la scolarisation des jeunes déficients visuels dans un cadre inclusif ainsi que participatif aux activités citoyennes.

Cette activité a été marquée par la présence du chargé de mission du Ministère de l'Action Humanitaire, de la solidarité et des déplacés Kaou Abdramane Diallo, représentant le Ministre ; de la Présidente de l'Association Tiessiri pour le droit des Femmes et des Enfants, Amaninta Nampé Si-

dibé et du représentant de Voice-Mali Abdoul Wahab Touré.

Le projet 6 e sens : Inclusion des personnes en situation de handicap dans le district de Bamako est une initiative de l'Association Tiessiri pour le droit des Femmes et des Enfants (ATDEF). Il est financé à hauteur de 10 000

Euro soit environ de 6 500 000 FCFA par Voice-Mali.

Dans son discours, la présidente de l'association Tiessiri pour le droit des Femmes et des Enfants a expliqué que, c'est suite au nombre de cas de non scolarisation et de déscolarisation des jeunes déficients visuels, dans le district de Bamako que, son association a décidé de mettre en place un projet pour leur inclusion à Bamako.

Aussi, elle a précisé que compte tenu de la nécessité d'impliquer les citoyens, l'ATDEF interviendra en collaboration avec des organisations locales de protection et de promotion des personnes en situation de handicap.

Parlant des objectif du projet 6èmesens, elle a souligné qu'il a pour objectif, entre autres, de former 10 jeunes formateurs spécialisés (voyants et non-voyants en braille (écriture pour déficients visuels) ; former directement 10 jeunes formateurs spécialisés en TIC pour non- voyants qui auront la charge de former

des enseignants spécialisés ; former 15 jeunes (voyants et non-voyants aux AVJ (Activité de Vie Journalière) ; former 15 jeunes aux techniques de réarmement moral ; promouvoir la prévention de la cécité à Bamako et sensibiliser les populations pour lutter contre la stigmatisation des personnes en situation de handicap à Bamako.

Pour sa part, le représentant de Voice-Mali a indiqué que Voice est une initiative du ministère des affaires étrangères de Pays Bas qui en assure le financement dans le cadre de sa politique générale, « dialogue et dissidence ». Elle est exécutée par un consortium entre Oxfam Novib et Hivos. « Voice est un méca-

nisme de subvention novateur destiné à soutenir les détenteurs de droits et les groupes confrontés à la marginalisation, discrimination dans leur effort pour exercer une influence sur l'accès aux services productrices et sociaux et sur la participation politique », a-t-il expliqué.

A son tour, le représentant du Ministre de l'Action Humanitaire, de la solidarité et des déplacés Kaou Abdramane a souligné que ce genre d'initiative vient en appui aux activités que mènent son département. « La vocation du ministère est d'aider les plus vulnérables, les plus faibles, c'est-à-dire les personnes en situation d'handicapes », a-t-il

indiqué.

Enfin, il a félicité la présidente de l'association Tiessiri pour le droit des femmes et des Enfants, Amaninta Nampé Sidibé pour le projet 6ème sens qui permettra effectivement l'inclusion des personnes en situation de handicap. « Les personnes en situation de handicap ne sont pas des maliens à part, ce sont des maliens à part entière. Aucun malien ne sera mis de côté par le ministère de l'Action Humanitaire, de la solidarité et des déplacés », a-t-il promis.

■ Maffenin Diarra





Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Mali-CEDEAO : Goodluck en visite d'évaluation de la transition !

A une semaine de la tenue du sommet des chefs d'Etat des pays membres de la CE-DEAO, prévu le 4 décembre prochain à Abuja, le Médiateur de l'institution sous-régionale pour le Mali, l'ancien Président de la République fédéral du Nigéria, Goodluck Jonathan, est en visite d'évaluation de la transition sur les avancées réalisées.

En prélude au sommet des chefs d'état des pays membres de la CEDEAO prévu le 4 décembre prochain à Abuja, le Médiateur de l'institution sous-régionale pour le Mali l'ancien Président Nigérian Goodluck Jonathan est arrivé hier à Bamako. Il a été accueilli à sa descente d'avion par le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération Internationale, Abdoulaye Diop.

« Je suis désormais partie intégrante du Mali comme vous le savez. Le sommet de la CEDEAO se tiendra le 4 décembre 2022 ; et c'est dans ce cadre que je viens ici

pour évaluer l'évolution de la situation afin de faire le point le 4 décembre, au sommet des chefs d'Etat à Abuja », a-t-il indiqué avec sourire.

Cette visite de Goodluck Jonathan intervient à quelques jours de la tenue du sommet des chefs d'Etats de la communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest. Il s'agit d'évaluer le niveau de mise en œuvre de la feuille de route de la transition telle que promise par les autorités de la transition. Cette évaluation permettra au Médiateur de présenter la situation de la transition malienne devant les chefs d'état de la

CEDEAO.

Il s'agit de préparer l'organisation des élections transparentes et crédibles et les réalisations des réformes politiques et institutionnelles. Sur ces questions, les autorités de la transition ont mis en place l'AIGE dont les membres ont été choisis.

A ce jour, on note surtout la rédaction d'une nouvelle constitution dont l'avant-projet est déjà remis au Chef de l'Etat.

A 14 mois de la fin de la transition, qui devrait être sanctionnée d'une élection et le retour des civiles à la tête du pays, la CEDEAO n'est plus prête à une seconde prorogation du délai et veille au grain sur les points essentiels de la transition.

Faut-il rappeler qu'au moment où Goodluck Jonathan se trouve à Bamako, les autres médiateurs de la CEDEAO, notamment Yayi Boni pour la Guinée et Mahamadou Issoufou pour le Burkina Faso sont également dans ces deux pays. Ils présenteront tous leurs rapports au sommet sur la situation dans ces pays.

■ Binadjan Doumbia



Bureau du Vérificateur Général : Le Président Assimi reçoit le rapport annuel 2021

Le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta, a reçu hier mardi 29 novembre 2022 des mains du Vérificateur Général, Samba Alhamdou Baby le rapport annuel 2021 du BVG. C'était en présence du Premier ministre par intérim, le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, le ministre de la Refondation de l'Etat, le Président du CNT ainsi que des membres du Gouvernement de Transition.

Pour lutter efficacement contre la corruption et la délinquance financière et économique, le bureau du vérificateur a compilé les activités accomplies au titre de l'année 2021 en matière de vérification sur la régularité de la gestion des biens et fonds publics, dans un rapport qu'il a remis au Président de la Transition.

Le Président de la Transition, SE le Colonel Assimi Goïta, Chef de l'État, a reçu, ce mardi 29 novembre 2022, le rapport annuel 2021 du Bureau du Vérificateur Général.

Cette cérémonie de remise ; à laquelle étaient présents le Premier ministre par intérim, le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, le ministre de la Refondation de l'Etat, le Président du CNT ainsi que des membres du Gouvernement de Transition ; a eu lieu dans la salle des banquets de Koulouba.

Dans sa présentation du rapport annuel, le Vérificateur Général, Samba Alhamdou BABY, a indiqué que ce document, « **est le fruit d'une analyse approfondie se fondant non seulement sur la cartographie des risques et l'importance des secteurs d'activités des entités, mais également sur les saisines reçues des citoyens, des organisations de la société civile et surtout du Gouvernement** ».

Il s'articule autour de 33 missions qui se répartissent entre vingt (20) vérifications financières et de conformité ; quatre (4) vérifications de performance ; huit vérifications de suivi des recommandations ; une (1) évaluation de politique publique.

Ces différentes vérifications et évaluation, qui « **offrent un tableau moins luisant de la gestion** » des administrations publiques maliennes, ont concerné les domaines de la Santé, des Transports, de l'Éducation, de la Décentralisation, de l'Énergie et de l'Eau, des Mines, du Développement rural, des Technologies de l'Information et de la Communication.



Tout en remerciant le Président de la Transition, pour sa vision de la lutte contre la corruption, la délinquance économique et financière, le Vérificateur Général a remis au Chef de l'État une copie du Rapport annuel 2021 et s'engage à remplir convenablement ses missions.

Le Président GOÏTA s'est réjoui de recevoir ce rapport annuel. Un document qu'il exploitera à souhait « **pour que des actions décisives puissent être entamées dans le cadre de la lutte contre la corruption et la délinquance économique et financière, particulièrement dans la gestion efficace des fonds et deniers publics** ».

SE le Colonel Assimi GOÏTA a rappelé que « La lutte contre la corruption et la délinquance financière fait partie des priorités des autorités de la Transition ». **Car le peuple malien aspire « à plus de bonnes pratiques et de gestion efficace au sein de nos structures et services publics »**, a-t-il indiqué.

Le Président de la Transition a saisi l'occasion

pour encourager la synergie d'action entre le Bureau du Vérificateur Général et les autorités judiciaires. Une « **collaboration fructueuse qui est en phase avec les initiatives du Gouvernement, notamment l'élaboration d'une stratégie nationale de lutte contre la corruption sous l'égide du Ministère de la Refondation de l'État** », a-t-il précisé.

Avant de conclure, le Chef de l'État a félicité et encouragé le Vérificateur Général et toute son équipe pour leurs efforts dans la lutte contre la corruption, la délinquance financière et économique. Il les a rassurés « **du soutien indéfectible des autorités de la Transition pour mener à bien cette mission d'assainissement de la gestion publique que l'État vous assigne** ».

Cette cérémonie de remise du Rapport annuel 2021 a pris fin par une séance de photo de famille du Président de la Transition et les membres du Bureau du Vérificateur Général.

■ Binadjan Doumbia

Lutte contre la Corruption : Le projet de stratégie en cours de validation

Le Ministre de la Refondation de l'Etat, chargé des Relations avec les Institutions, Ibrahim Ikassa Maïga a présidé la cérémonie d'ouverture de l'Atelier national de validation du document portant Projet de Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption. C'était le mardi 29 novembre 2022 à l'hôtel Millénium. La stratégie de lutte contre la corruption a pour objectif de promouvoir l'exemplarité des responsables publics de contrôler la déontologie et de diffuser une culture de l'intégrité.



Dans son discours, la représentante de l'Ambassade du Royaume des Pays – Bas a Mali, a souligné que la corruption a mobilisé le monde entier contre elle. « **Elle fait l'objet de débats dans toutes les sociétés démocratiques. La lutte contre ce fléau est un élément important pour renforcer la confiance entre les populations et l'Etat** », a-t-elle soutenu.

Ainsi, elle a précisé que l'Atelier national de validation du document portant Projet de Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption marque un pas important dans les efforts du Mali en faveur de la redevabilité et de la transparence.

Pour sa part, le représentant du PNUD a avancé que la corruption est un phénomène qui affecte beaucoup de pays et qui a un effet direct sur le développement et le bien-être des populations. « **Les phénomènes de corruption et de mauvaise gouvernance ont d'ailleurs été l'une des causes du mouvement de protestation populaire qui a porté la mise en place, en 2020, d'un processus de transition et cette question figure à juste titre parmi les priorités de cette transition** », a-t-il indiqué.

Pour ce faire, il a expliqué que cet atelier contribue donc directement à la réalisation des objectifs fixés par la Charte de la transition et

figure d'ailleurs parmi les priorités du Plan d'Action Gouvernemental de la Transition dans son axe dédié à la « **Gouvernance et aux Réformes politiques et institutionnelles** ».

Il a mis cette occasion à profit pour réitérer toute la volonté et l'engagement du Système des Nations Unies de continuer à accompagner les autorités et acteurs de la société civile maliens pour la mise en œuvre effective du Plan d'Action qui sera issu de cette stratégie une fois adoptée.

De son côté, le Ministre de la Refondation de l'Etat, Ibrahim Ikassa Maïga, a rappelé que les Assises Nationales de la Refondation ont consacré plusieurs recommandations à la pro-

motion de la bonne gouvernance et à la lutte contre la corruption sous toutes ses formes, « **recommandations traduites en actions dans le Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat** », a-t-il indiqué.

En effet, il a indiqué que depuis plusieurs décennies, de nombreuses initiatives ont été prises en matière de lutte contre la corruption au nombre desquelles, souligne-t-il, « **la tenue en 2008 des états généraux sur la corruption et la délinquance financière ; l'adoption en octobre 2012 du document de Stratégie Nationale de Lutte contre le Blanchiment d'Argent et le Financement du Terrorisme ; l'adoption de la loi n°2014-015 du 27 mai 2014 portant prévention et répression de l'enrichissement illicite ; l'adoption en janvier 2016 du Document cadre de politique nationale de transparence dans l'Administration et la vie publique** ».

« **Fort heureusement, sur le plan institutionnel, des avancées majeures ont été enregistrées avec la mise en place du Bureau Vérificateur général et la création de l'Office Central de Lutte contre l'enrichissement illicite (OCLEI)** », s'est-il réjoui.

A cet égard, il a indiqué que ces deux structures viennent appuyer les efforts déployés en matière de lutte contre la corruption et les infractions assimilées par les Inspections sectorielles des départements ministériels, le Contrôle général des Services Publics, la Section des Comptes de la Cour Suprême, les Pôles économiques et financiers, et la Cellule d'Appui aux Structures de Contrôle de l'Administration (CASCA).

« **Ces avancées significatives ne doivent guère nous faire perdre de vue l'immensité de la tâche qui nous attend** », a-t-il indiqué.

Ainsi, le chef du département de la Refonda-

tion de l'Etat a affirmé qu'en se dotant d'une Stratégie nationale de lutte contre la corruption, le Mali aura désormais toutes les cartes en main, pour faire échec à l'opacité dans la gestion des affaires publiques, la concussion, le népotisme, les pratiques illicites, frauduleuses voire criminelles de gains de diverses natures pour un profit personnel au détriment du trésor public et de l'amélioration des conditions de vie des populations.

En somme, Ibrahim Ikassa Maïga a indiqué que la mise en œuvre de la future Stratégie nationale de Lutte contre la corruption doit permettre la consolidation des efforts entrepris par le Gouvernement, les Institutions, les acteurs privés et des organisations de la société civile en faveur d'un modèle de citoyenneté qui ne laisse aucune place ni aucun repris à la corruption.

■ Maffenin Diarra



Légitimités traditionnelles au Mali : Une intarissable ressource à mettre en valeur pour résoudre la crise multidimensionnelle

Institué par un décret du président de la transition datant du 4 mars 22, le 11 novembre est consacré à la Journée des légitimités traditionnelles. La 1^{ère} édition a été célébrée le vendredi 11 novembre 2022 au CICB. Organisée par le ministère de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, cette journée a été marquée par la présence des chefs traditionnels venus des régions et cercles du Mali, dont le patriarche de Bamako Souleymane Niaré ou encore l'amenokal de Kidal, Mohamed Ag Intalla. L'évènement était présidé par le Premier ministre par intérim, Colonel Abdoulaye Maïga.

Recommandée par le Dialogue national inclusif (DNI), le 11 novembre a été décrété par le président de la transition Journée nationale des légitimités traditionnelles. Organisée par le ministère de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme et présidée par le PM-I Abdoulaye Maïga, cette première édition a été marquée par la présence de plusieurs personnalités traditionnelles et politiques, dont le Grand Serigne de Dakar (Sénégal), Ibrahima Pape Diagne ; le chef traditionnel de Kidal, Mohamed Ag Intalla ; ainsi que le ministre de la Culture, de l'industrie hôtelière et du Tourisme, M. Andogoly Guindo. Célébrée sous le thème «la place et le rôle des légitimités traditionnelles dans la réconciliation, la paix, la cohésion sociale et la refondation de l'Etat», la Journée nationale des légitimités traditionnelles vise à promouvoir et à magnifier les autorités traditionnelles en leur permettant de jouer pleinement leur rôle dans le développement de la nation. Auréolées d'une grande légitimité et plus proches des communautés, dont elles sont issues, les légitimités traditionnelles jouent un rôle important dans la gestion des conflits inter et intra-communautaire. Et les mécanismes traditionnels de gestion de crise sont plus efficaces et facilement acceptés par les communautés.

Leur apport pourra être une grande contribution dans le vaste chantier de la paix et de la réconciliation entrepris par les autorités de la transition. Celles-ci entendent ainsi tirer le meilleur profit de ces anciens disposant de ressources intarissables de savoir et de gestion de crise afin de permettre au Mali de retrouver la paix et la cohésion sociale. Bien que recommandé par le Dialogue national inclusif (DNI), la journée nationale des légitimités traditionnelles est une volonté politique des au-



torités de la transition et un engagement personnel du président Assimi Goïta dans sa vision de gouvernance inclusive inspirée de notre passé commun.

En guise de reconnaissance et en hommage aux chefs traditionnels victimes de la crise sécuritaire, le député Bajan Ag Hamatou de Ménaka a remis au Premier ministre par intérim un sabre destiné au président Assimi Goïta. «A chaque niveau se trouve une responsabilité et les légitimités traditionnelles constituent un bon moyen de développement si elles sont bien exploitées», a souligné le patriarche Souleymane Niaré. Et de rappeler que le chef traditionnel est avant tout «une autorité morale qui doit faire attention à l'éducation».

Quant au ministre de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, M. Andogoly Guindo, il a indiqué que les mécanismes traditionnels de gestion de crise sont efficaces dans la recherche de la paix et de la cohésion sociale. «Notre défi est de mettre en place une gouvernance locale vertueuse», a expliqué le ministre de la Culture... Pour le Premier ministre par intérim, Colonel Abdoulaye Maïga, aucun développement réel n'est possible sans nos valeurs sociétales. C'est pourquoi elles doivent être le ciment de notre société. «Cette célébration nous conforte dans notre mission de

sauvegarde de nos valeurs traditionnelles», a-t-il précisé.

Aussi, dans une déclaration lue à l'occasion de cette célébration, les chefs traditionnels du Mali se sont engagés, entre autres, à travailler inlassablement à la promotion d'un développement local inclusif, endogène et efficace dans un esprit de paix, de cohésion sociale et de complémentarité. Ils ont également réaffirmé leur adhésion pleine et entière à la forme Républicaine de l'Etat, à l'intégrité du territoire, à la laïcité de l'Etat, au respect des institutions et aux lois de la République. Les chefs traditionnels du Mali appellent toutes les forces vives de la nation à travailler de concert dans la recherche de la paix, de la cohésion sociale et de l'éveil de la conscience citoyenne.

Une conférence-débat sur «le rôle et la place des autorités traditionnelles» s'est tenue au CICB dans l'après-midi de cette journée de célébration. Des consultations ophthalmologiques notamment ont aussi eu lieu le samedi 12 novembre 2022 à la Maison des aînés de Bamako.

Oumar Alpha
Source : Le Matin

1ère édition des journées du poisson au Mali : Promouvoir le poisson et la culture Bozo

Le Palais de la culture Amadou Hampaté Bâ a abrité, le mardi 29 novembre 2022, le lancement des journées dédiées aux poissons, organisées par la plateforme des acteurs non étatiques de la pêche et de l'aquaculture du Mali (PANEPAM) en collaboration avec l'association pour la protection et la promotion de la culture Bozo (Bozo Kabou) et autres. La cérémonie a été coprésidée par le Ministre du Développement rural, Modibo Keïta, et celui délégué à l'Élevage et à la Pêche, Youba Ba, en présence du président de l'APCAM et plusieurs autres personnalités œuvrant dans le domaine de la pisciculture.



Le Mali est considéré comme l'un des plus grands producteurs de poisson en Afrique. Il occupe la 3ème place après le Kenya et l'Ouganda. L'organisation de ces journées du poisson permettra de mettre en valeur nos aquaculteurs et pêcheurs en particulier, surtout les bozos de notre pays.

« Les journées du poisson sont une opportunité pour la promotion de la culture, du renforcement de la cohésion sociale et l'unité nationale entre les différentes communautés du pays, à travers la participation des associations de promotion culturelle comme Bozokabou, Gina dogon, Irganda et Taputal Pulaku », a déclaré Abdoulaye Kontao, président du PANEPAM.

Le programme de ces journées s'articulera autour des activités ci-après : la foire d'expositions, un espace où les visiteurs pourront découvrir le savoir-faire des producteurs, les présentations sur l'histoire de la pêche et de l'aquaculture au Mali avant, pendant et après l'indépendance, les rencontres professionnelles, les conférences débats et la course de pirogues qui sera dotée du prix du Président

de la transition, le Colonel Assimi Goïta.

En plus du phénomène de la sécheresse, qui réduit considérablement le nombre de captures annuelles, le président de l'APCAM a invité le gouvernement à prendre des mesures d'interdiction et de sanctions de toutes activités dangereuses qui contribuent à la dégradation des cours d'eau et la santé des populations. « Je profite de cette opportunité qui m'est offerte pour attirer l'attention du gouvernement sur les inquiétudes relatives à l'insécurité dans les bassins de production des poissons, la pollution des cours d'eau par l'exploitation abusive des sociétés minières. Cette situation est aggravée par la prolifération des dragues sur les cours d'eau », a fustigé Sanoussi Bouya Sylla.

Modibo Keïta, Ministre du Développement rural a exprimé toute sa gratitude et félicité les initiateurs d'une telle activité au Mali qui est d'ailleurs une première. « L'organisation des journées du poisson au Mali est une fête dédiée à la filière poisson. C'est aussi un acte de reconnaissance et beaucoup à l'endroit des milliers de pêcheurs, pisci-

culteurs et beaucoup d'autres travailleurs du sous-secteur de la pêche de notre pays pour leur dévouement constant, de jour comme de nuit, qu'il pleuve ou qu'il vente, pour nous fournir toujours des aliments sains et nutritifs », dira le ministre.

En outre, le Ministre Modibo Keita a indiqué que la filière poisson contribue au développement socioculturel, dans la lutte contre la pauvreté et la famine dans un pays comme le Mali. Certaines communautés de notre pays gagnent leur vie dans la pêche qui est une activité rentable et un enjeu pour la sécurité alimentaire des populations. Selon plusieurs informations, le Mali produit environ 110 000 tonnes de poissons par an, par la pêche traditionnelle et 8 000 tonnes par pisciculture soit un total de 118 000 tonnes, avec une création de plus de 500 000 emplois.

Subséquentement, le Ministre du Développement Rural a annoncé que le gouvernement fournit beaucoup d'efforts pour accompagner des projets et programmes des partenaires pour le renforcement et la promotion du secteur de la pêche durable. « Le gouvernement sous l'impulsion du Président de la transition, le Colonel Assimi Goïta, entend donner au sous-secteur de la pêche et l'aquaculture, tous les moyens nécessaires pour jouer pleinement le rôle qui lui revient dans l'atteinte de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, notamment par l'accroissement des investissements dans la pêche et l'aquaculture pour l'intensification de la production, la formation, la transformation et l'encadrement des travailleurs du sous-secteur », a-t-il rappelé.

Aminata Dagnon

Stratégie nucléaire américaine : Bientôt 1000 milliards de dollars pour relancer les programmes d'armement ?

Le président Joe Biden a laissé passer sa meilleure chance de concrétiser son objectif déclaré de réduire le rôle des plus de 5 400 armes nucléaires américaines dans la politique de sécurité des États-Unis avec la publication, le 27 octobre, de la Nuclear Posture Review (NPR).



Biden est maintenant le 14^e président en huit décennies à tenter de concilier les risques qui découlent des déploiements nucléaires avec les exigences de la dissuasion. Il a découvert combien cela peut être difficile.

La NPR de Biden ajuste la politique et les programmes nucléaires à la marge, sans apporter de changements significatifs aux budgets et aux déploiements du Pentagone. Il a approuvé des dizaines de programmes d'armement nucléaire qui coûteront environ 634 milliards de dollars au cours de cette décennie, selon une évaluation en mai 2021 du Congressional Budget Office. Si l'on inclut dans cette estimation les programmes de défense antimissile, les programmes d'armement ajoutés après le rapport du Congrès et l'inflation prévue, le coût pourrait atteindre près de 1 000 milliards de dollars par décennie pendant plusieurs décennies.

Ceci inclut la poursuite d'un nouveau missile terrestre à longue portée dont la production a été accélérée dans les derniers mois de l'administration Trump sans examiner des alternatives moins coûteuses et moins dangereuses à sa production. Ce seul projet pourrait coûter 264 milliards de dollars au total.

Cet échec n'est pas propre à Biden. Chaque président de l'ère nucléaire a lutté pour contrôler les armes censées être sous sa seule autorité. Cela s'explique principalement par le fait que le dispositif nucléaire américain n'est pas une réponse rationnelle à un environnement de menace externe. Elle est motivée par ceux qui considèrent la supériorité nucléaire comme un outil de pouvoir mondial, par ceux qui utilisent la sécurité nucléaire comme un enjeu politique partisan et par les puissantes sociétés d'armement qui réalisent d'énormes profits en fabriquant, commercialisant et en-

tretenant ces arsenaux de mort.

La question est compliquée par un processus qui donne à ceux qui sont les plus intéressés par la poursuite des programmes nucléaires le pouvoir d'écrire la politique régissant ces armes. Le Pentagone contrôle le stylo. Biden semble avoir conclu qu'il est trop coûteux, en termes politiques, de se battre pour ses opinions, qui incluent des déclarations répétées selon lesquelles les États-Unis n'ont pas besoin d'utiliser un jour une arme nucléaire en premier. Il a laissé le Pentagone lui dicter sa stratégie plutôt que de défier une bureaucratie qui résiste à toute modification des programmes et de la doctrine actuels.

J'ai expliqué ailleurs comment une politique nucléaire plus sûre et plus rationnelle aurait pu inclure, entre autres, la réduction d'un tiers du nombre d'ogives stratégiques déployées, pour le ramener à environ 1 000, la levée de l'état d'alerte des missiles à charge nucléaire,

l'adoption des doctrines de non-utilisation en premier ou de finalité unique, et l'obligation de faire appel à un haut fonctionnaire supplémentaire pour autoriser le lancement. Les pactes tels que l'AUKUS encourageant la diffusion de la technologie des armes nucléaires doivent également être repensés.

Mais l'examen de ces mesures et d'autres a été exclu dès le début du processus lorsque le ministère de la Défense a licencié Leanor Tomero, alors secrétaire adjointe à la Défense, que Biden avait chargée de la politique nucléaire et de défense antimissile et qui avait fait pression, conformément aux directives présidentielles de Biden, pour que certaines des alternatives soient examinées. Selon des sources bien informées, le personnel du Pentagone s'est plaint au personnel républicain de la Commission des forces armées du Sénat que Tomero ne soutenait pas suffisamment la « modernisation nucléaire » – l'euphémisme pour désigner la montagne de contrats qui alimentent le dispositif nucléaire.

Tomero a été l'une des premières victimes d'une bureaucratie nucléaire bien établie qui protège féroce ses contrats, son secret et ses privilèges. Comme l'a écrit Sharon Weiner, professeur à l'American University : « L'establishment des armes nucléaires limitera le choix en présentant le tout comme un ensemble imbriqué d'exigences militaires au lieu d'options multiples pour atteindre les objectifs de dissuasion. » Elle avait raison.

Comme l'avait prédit Weiner et comme le reflète le NPR, « Ces options ne permettront probablement, au mieux, que des écarts étroits par rapport au statu quo. » Le président Bill Clinton a été le premier à publier un NPR en 1994, Biden devrait être le dernier. La politique doit aller de la Maison Blanche aux ministères pour l'exécution, et non l'inverse. Faisons en sorte que ce soit la fin d'un processus de révision de la posture nucléaire imparfait, inadéquat et dangereux.

Source : The bulletin, Joe Cirincione, 28-10-2022

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises
Source : Les-crises.fr

Centrafrique : Un avion venu de l'étranger a bombardé des militaires et leurs alliés russes, assure le gouvernement

L'appareil "a largué des explosifs dans la ville" de Bossangoa "prenant pour cible la base de nos forces de Défense, celle de nos Alliés ainsi que l'usine de coton", affirme le gouvernement de la Centrafrique, ce lundi 28 novembre.

Le gouvernement de la Centrafrique a affirmé, ce lundi 28 novembre, qu'un avion venu et reparti dans un pays voisin a bombardé dans la nuit un camp de militaires et de leurs "alliés" paramilitaires russes dans le nord, n'occasionnant que des dégâts.

"D'IMPORTANTES DÉGÂTS MATÉRIELS"

L'appareil "a largué des explosifs dans la ville" de Bossangoa "prenant pour cible la base de nos forces de Défense, celle de nos Alliés ainsi que l'usine de coton", lit-on dans un communiqué du gouvernement de ce pays où l'armée et des centaines de combattants du groupe de sécurité privé russe Wagner combattent des

rebelles. Bangui désigne toujours les paramilitaires russes par le mot "Alliés". C'est la première fois, du moins annoncée publiquement, que cette attaque présumée par un avion hostile survient, au moins depuis le début de la guerre civile en 2013.

"Ces explosifs ont occasionné d'importantes dégâts matériels", poursuit le communiqué. "Cet aéronef, après avoir commis ces forfaits (...) a pris la direction du nord (...) avant de traverser nos frontières", assure le gouvernement. C'est le Tchad qui se trouve au nord de Bossangoa, une ville il y a encore peu aux mains de rebelles.

Source : La depeche.fr





Qatar 2022 : Le Sénégal fait respecter son statut de champion d'Afrique

L'équipe nationale du Sénégal s'est qualifiée pour les 1/8 de finale de la coupe du monde Qatar 2022 en battant l'Équateur par 2 buts à 1, au stade Khalifa International de Doha (Qatar) ce mardi 29 Novembre 2022.

Un match plein de symboles, d'abord les pensées vont toujours vers ceux qui ont donné beaucoup de leur vie au football du pays de Mawade Wade et Joe Diop après les indépendances, à Claude Leroy et Bruno Metsu, tous des entraîneurs.

Mais aussi à Pape Diouf président de l'Olympique de Marseille, et enfin Pape Bouba Diop le premier buteur Sénégalais en coupe du monde, contre une certaine France, en 2002, décédée un certain 29 Novembre.

Ensuite le Sénégal un rang à défendre, un titre à honorer et les espoirs de tout un continent à porter avec les autres nations qualifiées : Ghana, Tunisie, Cameroun et Maroc.

Les champions d'Afrique ont été battu par les Pays Bas 0-2 à leur première sortie, dans un match qu'ils ont pourtant dominé jusqu'à la 85ème minute, avant qu'un sursaut d'orgueil des Orange ne viennent les ramener à la réalité. Ensuite les Lions de la Teranga ont battu le pays hôte, le Qatar, 3-1 en laissant un gout d'inachevé cependant.

La défaite devant les Pays Bas a si bien traumatisé les supporters Sénégalais que la victoire face au Qatar n'avait pas fini de rassurer les plus sceptiques. D'autant plus que le prochain adversaire des Lions,

l'Équateur a fait forte impression devant leur bourreau, lui arrachant un nul 1-1. Dans la Tanière, l'heure est grave, le champion d'Afrique, doit gagner face à l'Équateur, ou faire ses valises et quitter la compétition dès

la phase des poules. Vaincre où périr !

Le vice-président de la Fédération Sénégalaise de Football, par ailleurs ministre de l'urbanisme, Abdoulaye Sow dira « **Il faut mériter ce statut de champion d'Afrique devant l'Équateur. Il n'y a pas d'autres solutions que de gagner** ». Et il ajoutera « **Vous avez vu le Maroc a donné le bon exemple en battant la Belgique par la plus belle des manières. C'est ça le chemin !** »

Le coach Aliou Cissé abondera dans le même sens en tenant les propos suivants lors de sa conférence de presse « **Nous avons l'intention de gagner pour rester dans la compétition. On ne pense pas à perdre. En 2018, un nul nous suffisait. Là, il n'y a pas de calcul.** » Et il ajoute « **En venant ici, on savait que si on voulait aller au-delà de ces poules, il fallait se préparer pour ce genre de match. Mon équipe est expérimentée, il y a aussi de jeunes joueurs qui ont l'habitude de ces matchs. On est confiant. Le défi physique sera là** »

Il faut dire que, ce qui a installé le doute dans la tête de bien de supporters Sénégalais, c'est qu'ils ont vu une attaque peu créative, manquant de percussions, d'animation et de réalisme devant les buts, malgré les trois marqués contre le Qatar.



Et beaucoup de Sénégalais se demandaient si les Lions de la Terranga survivront, dans cette compétition, à l'absence de leur leader technique et capitaine Sadio Mané ? Même si Gustavo Alfaro, entraîneur de l'Équateur, sans doute par courtoisie, déclare à qui veut l'entendre, que « **les Sénégalais se sont réinventés après le forfait de Sadio Mané.** »

Ce mardi 29/11/22 la matinée fut longue, et calme, peu de monde dehors en cette fin de matinée, et on se croirait un Vendredi, et que les populations s'apprêtaient à la prière.

Prévu à 15H, dès 12H les Fans zones installées à l'Université Cheikh Anta Diop et à la mythique Place de l'Obélisque étaient noires de

monde et parées des couleurs nationales.

De Dakar à Bakel, en passant Saint Louis, la Casamance, Kaolack, jusque dans les coins les plus reculés du pays flottent les couleurs nationales et le maillot avec une étoile fièrement portée.

Les Lions de la Terranga ont dominé la première mi-temps, pressant leurs adversaires très haut, en faisant bien circuler le ballon, mais sans véritablement inquiéter leur adversaire du jour, pendant 30minutes.

A la 41ème minute l'attaquant de Watford, Ismaël Sarr, pourtant objet de critiques, tout comme Krépin Diatta de Monaco, qui ne sera pas partant dans ce match, très en verve à droite de l'attaque, percute et pénètre dans la

surface de réparation. Il sera fauché et obtient réparation par un pénalty. Qu'il exécute lui-même avec succès. Sénégal 1 Équateur 0.

Au Sénégal, c'est une folie générale, cris de joie, concerts de klaxons et de vuvuzela, les supporters jubilent se congratulent. Ils viennent de réaliser que c'est possible.

Au retour des vestiaires l'Équateur montre un autre visage, garde le ballon et impose son tempo en multipliant les assauts sur les buts des Sénégalais. Si bien qu'à la 66ème minute suite à un coup de pied arrêté, Kaicedo trompe la vigilance de Edouard Mendy, le gardien de Chelsea, auteur d'une grande prestation.

A ce moment-là, la situation est retournée, c'est l'Équateur qui tient sa qualification avec un match nul.

Pas pour longtemps, puisque trois petites minutes à peine, à la 69ème minute, le capitaine Kalidou Coulibaly marque son premier but en sélection après plus de sept ans de présence en équipe nationale !

Un but précieux s'il en est qui a fait basculer tout un peuple dans une émotion indescriptible et soulevé des cris de joie pendant trente minutes.

Les Lions de la Terranga vont donc rencontrer l'Angleterre dimanche prochain dans le cadre des 1/8 de finales de la coupe du monde Qatar 2022. Et va pour les paris !

Samba Moussa LY
Correspondant à Dakar





Bélier (21 mars - 19 avril)

Il se pourrait bien que votre promotion tant attendue se matérialise ces jours-ci. Vos efforts portent leurs fruits. Vous avez bien mérité votre récompense, car vous avez travaillé dur pour arriver à vos fins.

Votre portefeuille se porte à merveille. Il est alimenté régulièrement par la providence et vous vous demandez peut-être à qui vous devez cette chance ! C'est Jupiter, le dieu du ciel dans la mythologie grecque qui vous apporte ses bienfaits.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Dans le travail la bonne ambiance gagne du terrain, vous êtes confiant. Aujourd'hui, aucune perturbation ne vient interférer dans vos plans ou dans votre planning. Il se peut que de nouvelles perspectives d'avenir vous soient proposées.

De belles récompenses vous tombent dessus, si vous êtes surpris et dubitatif au départ, très rapidement vous commencez à entrevoir une issue de secours favorable à vos difficultés d'argent. Cependant, agissez avec prudence en sécurisant votre futur.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous pourriez commencer un nouveau travail, ou changer de poste au sein de la société pour laquelle vous travaillez, ou même avoir des nouveaux projets... Le trigone Mercure/Neptune vous apporte une vivacité d'esprit indispensable à votre réussite professionnelle.

Le trigone Jupiter/Uranus aidé par la conjonction à Vénus favorise grandement le domaine de vos finances. Associé à Mars dans le domaine du travail, il y a de grandes chances pour que celles-ci se trouvent augmentées, sans doute grâce à votre travail !



Cancer (21 juin - 21 juillet)

La chance peut se faire avec un collègue. Il peut vous donner un coup de pouce totalement inattendu. Ce nouveau poste pourrait être très différent du poste actuel. Osez faire ce changement. Vous ne le regretterez pas. Il peut vous ouvrir un autre horizon.

Le budget est à étudier avec parcimonie. Vous devez faire attention à vos excès. Des coups de coeur sur des articles ou des produits peuvent vous revenir assez cher. Des produits haut de gamme pour la nourriture ou un restaurant peut entraîner des frais.



Lion (22 juillet - 23 août)

Avec cette opposition Uranus/Mars, il se peut que vous ayez envie de vous révolter contre des agissements qui ne vous conviennent pas. Il faudra essayer de trouver une manière très diplomate de le dire afin de ne pas froisser vos collaborateurs.

Les choses sont en gestation en ce qui concerne vos rentrées d'argent. C'est comme une soupe qui mijote. Il lui faut un certain temps de cuisson. En attendant, vous vous inquiétez un peu et vous vous demandez ce qui se passe.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Des attentes différentes et des envies de nouveauté, vous êtes porté par une énergie dynamisante. Vos choix se dirigent vers de nouvelles activités lucratives, aujourd'hui vous testez des jobs et des pistes différentes. Vous tentez et vous osez !

Dépenser votre argent sans compter, vous en connaissez les risques, de ce fait, vous préférez vous montrer prévoyant en choisissant de ne pas jeter l'argent par les fenêtres. Vos proches saluent vos initiatives courageuses. Vous pensez au futur.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Au travail, vos idées font l'admiration de vos collègues. Vous pourriez recevoir une nouvelle, qui changerait votre routine quotidienne. Peut-être une promotion ? Quoi qu'il en soit, de nouveaux horizons pourraient voir le jour, et avec eux, de bonnes surprises.

De très bonnes perspectives pourraient se produire dans le domaine de vos finances. Le trigone Uranus/Vénus en est la cause. La vente tant attendue d'un bien immobilier pourrait se produire, et avec elle une belle rentrée d'argent que vous n'attendiez plus !



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

L'activité en cours demande de collaborer avec des personnes peu scrupuleuses. Du laisser-aller ou des erreurs professionnelles peuvent ralentir vos tâches. Une légère contrariété se fait sentir. De la mauvaise foi pourrait provenir d'un collaborateur.

Les questions du budget sont au coeur de vos préoccupations. Elles le sont pour la bonne cause, face à des projets. Vous désirez investir dans de la décoration ou changer la disposition de votre mobilier. Cette démarche encourage votre envie d'économiser.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Les astres vous sont extrêmement favorables en ce qui concerne votre activité professionnelle. De bonnes nouvelles peuvent arriver et des libérations de situations difficiles peuvent avoir lieu. La journée sera sûrement riche à tous points de vue et changera votre quotidien à l'avenir.

Avec Vénus qui représente aussi les valeurs, l'argent va arriver à point nommé pour vous permettre de mener à bien vos désirs d'expansion. Saturne en Capricorne pourrait bien vous donner des envies d'achat immobilier.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous prenez une belle revanche professionnelle, vous n'êtes pas prêt de vous arrêter en si bon chemin. Vos projets tiennent la route, vous mettez toutes vos chances de votre côté pour pouvoir les réaliser au plus vite. Les astres vous protègent.

C'est une journée constructive qui vous attend, les finances sont à la hausse. Vous attendiez un retour à l'équilibre, le voici. Le secteur de l'argent est favorisé, si récemment vous avez fait des placements, vous recevez des gains inattendus.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Des transformations pourraient se produire dans votre travail, apportant avec elles des changements positifs et un total épanouissement. Ne laissez pas passer cette opportunité ! Cela vous apporterait ce sentiment de liberté auquel vous aspirez tant !

Vous êtes capable d'une grande lucidité concernant votre budget. De plus, l'aspect Neptune/Mercure vous apporte une grande intuition en ce moment. Vos choix sont judicieux concernant vos finances, vous gérez tout cela de manière intelligente.



Poisson (19 février - 21 mars)

Une démarche est amorcée pour changer d'activité. Ce cap pourrait entraîner une mutation. Une nouvelle carrière est en marche. Elle réclame un bilan de compétence. Prenez la peine d'étudier votre projet professionnel. Votre avenir en dépend entièrement.

Gardez le maximum de budget. Le conseil est la sagesse, car les frais sont importants. Ils peuvent vous amputer l'argent réservé aux loisirs. Vous savez qu'il est préférable de rogner sur les économies. Privilégiez la récupération ou les bonnes affaires.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

<p>Communiqué du Conseil des Ministres du mercredi 1er juin 2022 en n°2022-24/sgg</p> <p>1110 Malikilé</p> <p>Crise au sein du RPM Dr Bocari Treta sommé d'organiser un nouveau congrès</p>	<p>Situation financière du Mali : Non le pays n'est pas en "défaut de paiements"</p> <p>1111 Malikilé</p> <p>Prochain sommet de la CEDEAO sur le Mali Revoilà le Cadre d'Echanges</p>	<p>Plus de 1000 personnes participent au Sommet de la CEDEAO</p> <p>1112 Malikilé</p> <p>Le Sommet de la CEDEAO tergiverse, le Mali s'assume!</p>	<p>Le Mali s'assume : Le Sommet de la CEDEAO tergiverse, le Mali s'assume!</p> <p>1113 Malikilé</p> <p>La polémique entre le Mali et la CEDEAO</p>
<p>Journées de Réflexions et de Soutien à la Transition : La jeunesse invitée à jouer sa partition</p> <p>1114 Malikilé</p> <p>Dr Choguel Kokalla Maïga fait le bilan de l'an I de la rectification</p>	<p>Le Mali s'assume : Le Sommet de la CEDEAO tergiverse, le Mali s'assume!</p> <p>1115 Malikilé</p> <p>Barikou Faso CEDEAO : l'ancien médiateur contesté!</p>	<p>Adema - PASJ : Enfin le bitan de 10 ans de pouvoir</p> <p>1116 Malikilé</p> <p>Le top départ!</p>	<p>Mali : La hausse des prix des denrées alimentaires</p> <p>1117 Malikilé</p> <p>Le nîet du Mali à la force française Barkhane</p>

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23